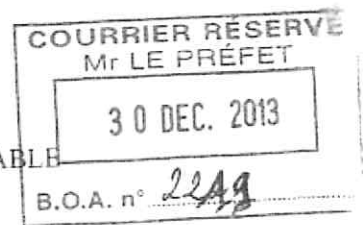




MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE



Direction générale de l'aménagement,  
du logement et de la nature

Direction de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages

Sous-direction de la qualité du cadre de vie  
Bureau des sites et espaces protégés

Affaire suivie par : Lily Jouve - Pierre Leconte  
lily.jouve@developpement-durable.gouv.fr  
philippe.benoit@developpement-durable.gouv.fr  
Tél.: 01 40 81 81 34 - Fax : 01 40 81 34 08

Paris, le 26 DEC. 2013

Le ministre de l'écologie, du développement  
durable et de l'énergie

à

Monsieur le Préfet de la région Midi-Pyrénées  
Préfet de Haute-Garonne  
Préfet coordonnateur Canal du Midi

**Objet :** Site classé du Canal du Midi – Document technique de référence pour la maintenance et la modernisation des écluses du canal du Midi  
**Réf :** Examen par la commission supérieure des sites, perspectives et paysages du 3 octobre 2013  
**PJ :** 1

La commission supérieure des sites, perspectives et paysages (CSSPP) a examiné le 3 octobre 2013 le document technique de référence pour la maintenance et la modernisation des écluses du canal du Midi.

Le dossier a été présenté par Voies Navigables de France et M. Mariano Marcos, architecte-urbaniste, et rapporté par M. Michel Brodovitch, inspecteur général de l'administration du développement durable.

Ce document complète, pour la partie concernant les écluses, le « document de référence » concernant l'ensemble du canal du Midi établi par le pôle de compétences du canal du Midi en avril 2006. Il définit les principes et le détail des modalités de mise en œuvre pour les ouvrages et équipements techniques nécessaires au programme de modernisation des 77 écluses, ouvrages essentiels du canal du Midi qui contribuent fortement à son caractère.

Les membres de la CSSPP ont salué la qualité et le sérieux de cette étude qui constitue un outil indispensable pour conserver - ou rétablir - une cohérence et une qualité sur l'ensemble des travaux à mener au cours des années à venir sur le canal du Midi. Il servira de référence pour les opérations d'entretien et les dossiers de demandes d'autorisation spéciale de travaux en site classé.

En conclusion, et sur la base de l'avis du rapporteur, la commission supérieure des sites, perspectives et paysages a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents (14), sans réserve, sur le document technique de référence pour la maintenance et la modernisation des écluses du canal du Midi.

Vous voudrez bien informer Voies Navigables de France, ainsi que Messieurs les préfets de l'Aude et de l'Hérault des résultats de cette consultation.

Pour le Ministre et par délégation  
Par empêchement du directeur de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages  
La sous-directrice de la qualité du cadre de vie

## COMMISSION SUPERIEURE DES SITES, PERSPECTIVES ET PAYSAGES

Séance du 3 octobre 2013

Cahier de référence pour la modernisation des écluses du Canal du Midi  
(Haute-Garonne, Aude, Hérault)

Mme DUPUY-LYON accueille les représentants de Voies Navigables de France accompagnés de M. MARCOS, architecte, ainsi que les représentants des services de l'Etat :

### Services de l'Etat

Monsieur Jean-Louis REY, inspecteur des sites à la DREAL Midi-Pyrénées, DREAL coordonnatrice du canal du Midi, qui représente également la DREAL Languedoc-Roussillon

### Voies navigables de France

Monsieur MATTOSSI, responsable du service exploitation

Madame PONS, chargée du patrimoine

Madame SANCHIS, responsable de la mission des politiques patrimoniales

Monsieur MARCOS, architecte urbaniste, architecte des bâtiments de France honoraire

### Rapporteur auprès de la commission

M. BRODOVITCH, inspecteur général de l'administration du développement durable, CGEDD

M. MATTOSSI déclare que c'est avec une grande fierté que VNF intervient quotidiennement pour faire fonctionner le canal du Midi qui a 300 ans d'âge, ce qui peut se révéler parfois compliqué et poser des difficultés de maintenance des équipements, avec 77 écluses réparties sur 3 départements différents. Il a semblé utile à VNF d'établir des prescriptions cohérentes et homogènes sur tout le territoire qui s'inscrivent le mieux possible dans le paysage du canal.

Le travail confié à M. MARCOS, qui a été suivi par VNF, les DREAL et les ABF concernés, va donner plus de cohérence et permettre de fluidifier les procédures pour la réalisation des différents projets. Au-delà de ce document technique de référence, il y aura site par site, ou ensemble de sites par ensemble de sites, des études à mener et des projets à construire.

M. MARCOS présente le cahier de référence. Les écluses du canal contiennent entre 500m<sup>3</sup> et 1000m<sup>3</sup> d'eau et sont soumises à des fortes poussées du sol lorsqu'elles sont vides. Leur forme en voûte représente une particularité. Il s'agit d'une voûte mince, la résistance à la poussée du sol provient de cette forme d'arc de cercle, ce n'est pas le poids des maçonneries qui oppose la résistance nécessaire à la solidité de l'ouvrage. C'est élégant mais fragile et il faut donc bien en respecter la fonctionnalité. Les travaux proposés tendent à respecter l'esprit des lieux. D'une manière générale, dans cet esprit, le béton armé sera évité autant que possible. Le programme va concerner trois types d'ouvrages :

1)- les appontements ;

2)- les sas et écluses de services ;

3)- les maçonneries ;

Chacun de ces trois domaines est décrit dans ses principes. Le respect de l'existant, de la logique constructive et des matériaux d'origine sont des préoccupations qui guident les choix techniques, tout en répondant aux nouvelles contraintes de fonctionnement. Les erreurs du passé sont recensées minutieusement et les enseignements utiles en sont tirés, dans un esprit patrimonial. La préoccupation esthétique ressort sur chaque sujet traité, avec l'affirmation d'une modernité sobre et discrète, modernité qui participe de l'identité du Canal du midi. Une adaptation de ces principes généraux devra s'effectuer écluse par écluse.

**Mme DUPUY-LYON** demande au représentant de l'Etat, M. Rey, de faire part de l'avis des services locaux de l'Etat sur ce document.

**M. REY** souligne que les deux DREAL et les trois ABF se félicitent de ce travail remarquable qui a été réalisé à la suite de travaux effectués de façon « maladroite ». Il correspond à une demande collective du pôle interrégional qui a demandé à VNF de réfléchir à un cahier de référence de modernisation et d'autonomisation des écluses. La réponse de VNF a été très positive. Le travail réalisé sur plus de deux ans a associé tous les services concernés, avec l'assistance à différentes reprises de M. Brodovitch.

Ce document va faciliter les autorisations demandées par VNF pour effectuer les travaux, mais il devra y avoir ensuite un travail au cas par cas, ainsi que VNF l'a souligné, chaque site éclusier étant différent.

A partir de ce cahier de référence, il faudra que soit établi un programme annuel ou pluriannuel par VNF et les services de l'Etat pour déterminer les écluses sur lesquelles des travaux seront effectués et accélérer ainsi l'instruction des autorisations qui seront demandées.

**M. BRODOVITCH** donne lecture de son rapport. L'excellent travail de Mariano Marcos, architecte des bâtiments de France honoraire, démontre qu'il est possible de moderniser et d'automatiser un ouvrage historique comme le Canal du Midi en satisfaisant aux exigences imposées par ses multiples protections. Dorénavant le respect de l'existant guidera l'action des agents de VNF tant sur la nature des matériaux que sur les dispositions constructives.

A ce stade, il propose d'approuver ce plan d'action, même si les lignes du pupitre de commande pourraient être améliorées et un dessin de garde corps imaginé.

Il rappelle que VNF souhaiterait que l'approbation du programme général permette une instruction au niveau local des projets suivie d'une autorisation par le préfet. Il est important que les agents de VNF ne se sentent pas dessaisis de la mise en œuvre de ces aménagements.

**Mme DUPUY-LYON** propose aux membres de la Commission de poser les questions qu'ils estiment nécessaires.

**Mme PRUVOST** suggère de créer un espace test à l'aide de maquettes (mobiliier d'échantillon, etc.), qui permettrait aux maîtres d'œuvre de bien assimiler toutes les prescriptions contenues dans le cahier de référence. Cela permettrait de compléter la concertation entre les maîtres d'œuvre, VNF et les élus concernés.

**M. MARCOS** répond que des tests ont déjà commencé : les futurs pupitres et mâts sont en cours de construction par les propres agents de VNF, car il est important qu'ils puissent se les approprier et les utiliser. L'exercice est plus compliqué concernant la maçonnerie qui nécessite de se déplacer. Là, on préfère intervenir par écluse où on fait une restauration test.

**M. LEFEUVRE** s'interroge sur la possibilité que les zones où les platanes vont être abattus soient aussi des zones test, afin qu'in fine, lorsque l'ensemble de la remise en état sera terminé, on se retrouve avec quelque chose de « propre » à la fois du côté de l'environnement du canal et de son fonctionnement. En résumé, est-ce que les deux opérations vont être déliées l'une de l'autre, ou au contraire, est-ce que cela peut « se marier » ?

**Mme SANCHIS** répond que cela va nécessairement « se marier ». Il y a des endroits où cela se mariera tout seul, par contre dans les sites plus emblématiques, on aura des études paysagères qui intégreront toute la problématique, écluses, maisons éclusières, et aménagement paysager, et là on aura des projets d'ensemble.

**Mme DUPUY-LYON** intervient pour répondre à la question sur laquelle l'Etat est interpellé des autorisations au cas par cas qui seront délivrées.

Il est envisagé au niveau réglementaire (le décret devrait intervenir au printemps 2014) de prévoir en présence d'un plan de gestion ou d'un programme de travaux approuvé au niveau ministériel, que la décision ministérielle approuvant ce plan ou ce programme de travaux puisse mentionner que l'autorité compétente pour délivrer les autorisations soit autre que l'autorité ministérielle.

Mais, le cadre réglementaire actuel ne permet pas en site classé de délivrer sans risque ce type d'autorisations de travaux à un niveau autre que ministériel.

Pour un programme de travaux, soumis à la CDNPS, et plus exceptionnellement à la CSSPP, il est proposé dans le projet de décret que l'autorisation ministérielle puisse prévoir, au cas par cas, que les différents travaux soient autorisés au niveau préfectoral. Cette ouverture ne sera pas systématique et dépendra de la qualité du programme et de son niveau de précision, mais ce devrait être possible dans un cas comme celui de la maintenance et de la modernisation des écluses. En revanche, cela n'exonère en aucune façon d'une autorisation préfectorale et d'un passage en CDNPS.

**Mme DUPUY-LYON** remercie les représentants de VNF et M. Marcos et propose à la Commission d'engager la délibération sur le projet qui lui est soumis.

**M. REY** rend compte du fait qu'un stage de formation a été proposé par VNF à ces 300 agents sur l'ensemble du Canal des Deux-Mers. 120 agents y ont participé. Ce sont eux qui ont fait les chantiers tests sur l'écluse de l'Ognon.

A partir de cela vont être élaborés 3 cahiers de référence : un cahier de référence sur comment restaurer les sols des écluses (aqueduc du Cacor sur le Tarn et écluse de l'Ognon dans l'Aude), un cahier de référence technique sur la restauration technique des maçonneries des bâtiments, et un cahier de référence sur les maisons éclusières (typologie des maisons, etc.). On a commencé dans l'Aude un premier test sur les peintures sur le fer.

**Mme DUPUY-LYON** déclare qu'on est aujourd'hui revenu à une gestion du Canal du Midi à la fois collective et organisée par VNF de bon niveau, en concertation avec les services de l'Etat, avec des dossiers de qualité tel que celui-ci ou le cahier de référence des plantations du canal du Midi.

**Mme MARTINIE-COUSTY** partage cette analyse sur la qualité du travail. Elle fait une remarque sur le fait que p 39 et p 49 du cahier de référence, on voit les gainages électriques

entre les différents éléments et ouvrages, sans proposition de traitement. Cela pourrait être un sujet à améliorer.

**M. BRODOVITCH** répond qu'il s'agit en fait d'exemples de ce qu'il ne faut pas faire. VNF, qui a compris la logique constructive de l'ouvrage et la valeur patrimoniale du Canal du Midi, est désormais prêt, même si cela coûte plus cher, à ne pas répéter ce type d'erreur.

**Mme DUPUY-LYON met au vote le cahier de référence (14 votants)**

**VOTE : avis favorables à l'unanimité**

**Mme DUPUY-LYON** propose de mettre en débat le fait de savoir si on « anticipe » l'évolution réglementaire qui interviendra au printemps 2014 sur la question de l'autorisation ministérielle, en donnant la possibilité au préfet de délivrer des autorisations, au cas par cas, après avis des CDNPS.

**M. BRODOVITCH** propose, dans l'intervalle, si des dossiers de demande de travaux sont prêts dans 3 ou 4 mois (ce sera le cas pour 5 écluses), d'écrire que, dans la procédure actuelle, on aura la capacité à donner l'autorisation de travaux très vite.

**Mme DUPUY-LYON** répond qu'il est tout à fait possible de délivrer très vite une autorisation ministérielle de travaux après passage en CDNPS si le dossier est complet. Le cadre réglementaire juridique le plus sûr, exempt de risque contentieux, est de délivrer pour l'instant les autorisations au niveau ministériel.

**Mme MARTINIE-COUSTY** rappelle qu'elle demande régulièrement à ce que les procès-verbaux de la CSSPP soit mis en ligne sur le site internet du ministère, ce qui semble poser des problèmes juridiques. Elle souhaite une réponse rapide.

**Mme DUPUY-LYON** répond qu'elle est favorable à cette proposition et va réexaminer les conditions de diffusion des procès-verbaux sur internet, au vu de la réponse faite par la direction des affaires juridiques, et selon laquelle, sauf consentement des personnes physiques intervenantes, il serait nécessaire de rendre anonyme les procès-verbaux en application de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978.